

La Voix de l'Opposition de Gauche

Le 17 décembre 2019

CAUSERIE ET INFOS

- Grise, mon ami, est toute théorie, mais vert est l'arbre d'or de la vie. (Faust (1806) de Johann Wolfgang Goethe.)

La Voix de l'Opposition de Gauche ou la théorie actualisée à l'aune de la lutte des classes, et bien sûr de la vie, de l'évolution du système d'exploitation de l'homme par l'homme, de la société, du monde.

● [23 pages au format pdf](#) -

Retrait ou Macron démission !

Malgré la démission de Delevoye, le gouvernement "ne retirera pas" la réforme - Le HuffPost 16.12

Totalitarisme. Ils osent tout dans absolument tous les domaines. Un bref aperçu.

La civilisation humaine, l'espèce humaine en voie d'extinction.

"À 24 ans, j'ai compris que je n'avais pas besoin d'un homme pour jouir." par Hazel Evans - huffingtonpost.fr 17.11

L'éducation sexuelle, aussi bien à l'école que dans les foyers et dans les médias, doit être revue du tout au tout. Il faut aborder le plaisir et toutes les façons de le ressentir, pour que les filles comme moi ne grandissent plus en pensant avoir besoin d'un homme (ou de qui que ce soit d'autre) pour jouir.

Illustration d'une photo : L'autrice donne un discours sur sa découverte tardive de la masturbation au cours de l'une des conférences "Girls Are Talking" de la plateforme Girls Are Awesome, à Copenhague, en juillet 2018. huffingtonpost.fr 17.11

LVOG - Ce sont bien des attardés mentaux...

Les pornographes sont au pouvoir.

Le porno aurait une influence directe sur le cerveau... Et sur le comportement - Yahoo Style France 16.12

LVOG - On s'en était aussi aperçu en observant la médiocrité des prostituées qui nous gouvernent et des élites à leur service...

Le mimétisme était parfait.

- Miss Univers 2019 est sud-africaine, et féministe - AFP 09.12

- Miss France 2020 est Miss Guadeloupe - lexpress.fr 14.12

LVOG - Moralité : Pour les maîtres Blancs, seuls les esclaves Noirs qui se prostituent, qui leur ressemblent, qui se prosternent à leurs pieds ou qui servent leurs intérêts ont une valeur, ce qui exclut l'ouvrier noir qui fera toujours l'objet de discrimination et de la pire exploitation et oppression sous leur régime infâme...

Iran. Résurrection. Quand le bilan "de plus de 1 000 manifestants tués" a été repris en chœur par les médias...

- Troubles en Iran: des vidéos émergent sur le Net, révélant l'ampleur de la répression - nouvelobs.com 03.12

...le président américain Donald Trump, qui a fait de l'Iran une de ses bêtes noires, a évoqué mardi "peut-être des milliers et des milliers" de morts. nouvelobs.com 03.12

- Répression: les États-Unis accusent l'Iran d'avoir tué "plus de 1000 manifestants" - lexpress.fr 05.12

- Iran : plus de 1 000 manifestants tués, selon les États-Unis ... - lepoint.fr 06.12

- Trump dénonce une répression «brutale» en Iran - lefigaro.fr 05.12

Selon l'émissaire des Etats-Unis pour l'Iran, Brian Hook, les forces de sécurité du régime de Téhéran ont pu tuer plus de 1000 Iraniens. lefigaro.fr 05.12

- Il semble que le régime ait pu tuer plus de 1000 manifestants - leparisien.fr 06.12

- Les États-Unis accusent le régime iranien d'avoir tué plus de 1000 manifestants - BFMTV 06.12

- Les Etats-Unis accusent le régime iranien d'avoir tué plus de 1.000 manifestants - orange.fr 06.12

- Iran: Les Etats-Unis accusent le régime d'avoir tué plus de 1.000 manifestants - 20minutes.fr 06.12

Et finalement les 1.000 morts ont été par miracle divisés par 3 dans le plus grand cynisme qui soit.

- En Iran, la répression de la contestation a fait plus de 300 morts - Le HuffPost 15.12

Question.

- Manifestations en Iran : Plus de 1000 morts - csdhi.org 04.12

Pourquoi le CSDHI reprend-il à son compte le nombre de tués que seuls les Etats-Unis avançaient ? Devinez.

Qu'est-ce que le CSDHI? Une officine chaperonnée par les services de renseignements occidentaux.

Qui sommes-nous ? (csdhi.org)

Le CSDHI a été fondé en décembre 2004 par des victimes de la répression en Iran et réfugiées en France. L'association fait la promotion des droits de l'Homme en Iran, soutient les partis et organisations qui luttent pour la démocratie en Iran.

LVOG - Bref, le CSDHI est l'équivalent de toutes les officines que les puissances occidentales ont créés dans la foulée de tous les conflits ou toutes les guerres qu'elles ont entrepris pour décrédibiliser les régimes en place qu'elles souhaitaient déstabiliser ou liquider...

Dans le même registre : La Chine et la répression des Ouïghours.

L'intoxe hystérique ou la désinformation en continue.

(L'intox ou l'intoxe (n. f.) au choix, abréviation de intoxication.)

- La Chine a transformé le Xinjiang en prison pour les Ouïghours du Xinjiang - ouest-france.fr 29 juillet 2018
- Camps pour les Ouïghours en Chine : ce que tout le monde doit savoir - blogs.mediapart.fr 2 septembre 2018
- La Chine réprime en masse les Ouïghours du Xinjiang - La Croix 11 septembre 2018
- Comprendre la répression des Ouïghours de Chine - lemonde.fr 13 septembre 2018
- Ouïghours, à la force des camps - France 24 10 mai 2019 « Ouïghours, à la force des camps », silence, on rééduque... - nouvelobs.com 11 mai 2019
- Ouïghours : au Xinjiang, un lent et silencieux «génocide ... - liberation.fr 5 septembre 2019
- Chine: Washington appelle l'ONU à se mobiliser contre «l'horrible répression» des Ouïghours - Le Figaro 24 septembre 2019
- Des révélations sur la détention des Ouïghours en Chine ... - europe1.fr 25 novembre 2019
- Chine, l'univers dantesque des camps de travail au Xinjiang - la-croix.com 26 novembre 2019
- Le footballeur allemand Mesut Ozil apporte son soutien aux Ouïghours, la Chine lui répond - Franceinfo 16 décembre 2019

La désintoxe ou les faits réels.

- La CIA et les jihadistes ouïghours - Réseau Voltaire 16 décembre 2019

Les « Xinjiang papers », publiés le 16 novembre 2019 par le New York Times, ont été interprétés en Occident comme un plan de répression de la culture ouïghoure en Chine [1]. Ces documents, rédigés en chinois, restent difficiles d'accès pour les Occidentaux. En réalité, la Chine protège la culture ouïghoure, tolère la religion musulmane, mais combat le terrorisme et le séparatisme du World Uyghur Congress (WUC).

La Chine a déjà publié de nombreuses études [2] justifiant sa politique.

Les documents révélés par le New York Times attestent de la volonté du gouvernement chinois de maintenir la paix civile par tous les moyens. Le président Xi a invité les Forces de l'ordre à se

montrer « absolument sans pitié » avec les terroristes. En effet, il fait face à une puissante organisation, le World Uyghur Congress, créé par la CIA durant la Guerre froide, que le quotidien états-unien fait mine de croire pacifique.

Or, le World Uyghur Congress, basé à Munich (Allemagne), revendique de nombreux attentats meurtriers en Chine. En outre, cette organisation a envoyé des milliers de combattants se former en Syrie avec l'aide de la Turquie [3]. Ainsi, plus de 18 000 jihadistes ouïghours ont investi la ville d'al-Zanbaki (gouvernorat d'Idleb) où ils bénéficient de la logistique alimentaire et sanitaire d'«ONG » allemandes et françaises.

Les jihadistes ouïghours disposent désormais de nombreux soutiens en Europe. Ainsi, un séminaire de trois jours a réuni des lobbyistes à huis clos à Bruxelles, du 7 au 9 décembre 2019, puis une conférence s'est tenue au Parlement européen sous la présidence du député européen français, Raphaël Glucksmann, et du président du World Uyghur Congress, Dolkun Isa, le 10 décembre. Réseau Voltaire 16 décembre 2019

[1] “‘Absolutely No Mercy’ : Leaked Files Expose How China Organized Mass Detentions of Muslims”, Austin Ramzy and Chris Buckley, The New York Times, November 16, 2019

[2] “Human Rights in Xinjiang - Development and Progress”, 1 June 2017 ; “Cultural Protection and Development in Xinjiang”, 13 December 2018 ; “The Fight against Terrorism and Extremism and Human Rights Protection in Xinjiang”, Voltaire Network, 18 March 2019.

[3] « La CIA utilise la Turquie pour faire pression sur la Chine », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 19 février 2019.

Lire aussi : La «fuite» de documents chinois: le New York Times couvre le terrorisme - Mondialisation.ca, 08 décembre 2019

Syrie. Le rapport rendu public par l'OIAC sur l'«attaque chimique» du 7 avril 2018 à Douma a été trafiqué.

- «Attaque chimique» à Douma : fuite d'une version préliminaire jamais publiée du rapport de l'OIAC - RT 15 décembre 2019

«Troisième lot de documents», «falsification des faits» : WikiLeaks publie de nouveaux documents mettant en avant l'existence de désaccords au sein de l'OIAC au sujet de son rapport d'enquête sur la présumée attaque chimique du 7 avril 2018 à Douma.

Près de trois semaines après la publication d'un courriel pointant des reformulations «trompeuses» ainsi que des omissions «sélectives» dans une version corrigée du rapport préliminaire de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) sur la présumée attaque chimique du 7 avril 2018 à Douma, en Syrie, WikiLeaks révèle de nouveaux documents mettant en lumière «la façon dont les faits ont été dénaturés dans la version corrigée du rapport de l'OIAC [publié le 1er mars 2019]». Parmi ces documents, WikiLeaks affirme rendre publics : un courriel adressé le 14 mars 2019 au directeur de l'OIAC par un membre de la mission d'enquête envoyée en Syrie au mois d'avril 2018, ou encore une version préliminaire du rapport, encore jamais publiée, datée de juin 2018.

«Troisième lot de documents montrant la falsification des faits dans la version publiée du rapport de l'OIAC sur les armes chimiques concernant la Syrie», a tweeté WikiLeaks dans la nuit du 14 au 15 décembre.

Mis en avant par WikiLeaks comme le mémorandum écrit par l'un des scientifiques de la mission d'enquête initiale, un des documents révélés dans cette fuite se présente sous la forme d'un courriel adressé le 14 mars 2019 à Fernando Arias, directeur de l'OIAC. Le texte évoque alors les préoccupations d'«environ 20 inspecteurs» de l'équipe de la mission d'enquête au sujet du rapport rendu public par l'OIAC le 1er mars 2019, dont «la conclusion semble s'être complètement inversée» par rapport à sa version préliminaire. L'auteur du courriel explique ainsi que le texte final «ne reflète pas le point de vue des membres de l'équipe déployés à Douma», affirmant par ailleurs que seul un membre de la mission d'enquête qui s'est déplacée à Douma, «un secouriste», aurait participé à la version finale du rapport. «En dehors de cette seule personne, une nouvelle équipe dénommée "équipe de base de la mission d'enquête" a été réunie pour préparer le rapport final», écrit-il.

En outre, affirmant avoir initialement été «chargé d'analyser et d'évaluer les deux cylindres trouvés sur les lieux de l'attaque chimique présumée», l'auteur du courriel se plaint d'avoir été exclu du travail au cours de l'enquête, «pour des raisons qui n'étaient pas clairement établies». Il explique donc avoir voulu finir le travail qu'il avait commencé en engageant notamment «une expertise en ingénierie» avec «deux institutions impartiales et crédibles». Affirmant avoir tenté de transmettre les avancées de son travail à la nouvelle équipe de mission «à partir du 15 février 2019», l'auteur du courriel explique que ses envois n'ont pas été pris en compte pour la publication du rapport final.

Révélation de la version préliminaire du rapport, encore jamais publiée

Figure également dans cette nouvelle fuite un document de 116 pages présenté comme «le premier projet du rapport préliminaire», daté du mois de juin 2018.

A titre d'exemple, contrairement au rapport corrigé qui évoque l'existence de «preuves suffisantes pour établir que du chlore, ou un autre produit chimique réactif contenant du chlore, était vraisemblablement libéré des bouteilles», le texte initial révélé par WikiLeaks précise par exemple dès les premières pages que «bien que [d]es bouteilles aient pu être à l'origine du rejet chimique suspect, les preuves sont insuffisantes pour le confirmer».

Dès les premières pages encore, les auteurs de ce rapport préliminaire expliquent également que l'équipe de la mission envoyée en Syrie en avril 2018 n'écartait pas le scénario selon lequel les décès liés à l'attaque pourraient résulter d'«un incident non lié à des produits chimiques». «L'équipe ne dispose pas à l'heure actuelle de preuves suffisantes pour pouvoir formuler une conclusion», précise alors le texte. RT 15 décembre 2019

Instrumentalisation. Alarme climatique : Ils font feu de tout bois.

- Sécheresse en Afrique australe : ce signal fort du changement climatique - lepoint.fr 16.12

France. Grévistes : Bande d'assassins !

- Grève: les accidents de deux-roues en hausse de 40% - Le HuffPost 16.12

C'est une des conséquences de la grève et de la densité du trafic routier à Paris et en banlieue qui en découle. Le HuffPost 16.12

- Grèves : risque-t-on une pénurie de sang dans les hôpitaux ? - Yahoo Actualités 13.12

France. L'extrême centre et le sionisme d'extrême droite font bon ménage.

- Bergé (LREM) accuse LFI d'avoir "un problème avec l'antisémitisme", comme le Labour - AFP 16.12

Aurore Bergé, porte-parole de LREM, a accusé lundi La France insoumise d'avoir, comme le parti travailliste britannique (Labour), un "problème avec l'antisémitisme" illustré par les attaques de Jean-Luc Mélenchon contre le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif)... AFP 16.12

En complément.

- USA: Trump signe un décret contre l'antisémitisme dans les universités - Reuters 12 décembre 2019

France. Macron toujours en quête de légitimité.

- La confiance Macron et Philippe en hausse - AFP 16.12

La confiance accordée par les Français à Emmanuel Macron et à son Premier ministre Edouard Philippe est en hausse de 2 et 4 points respectivement sur un mois, selon un sondage Elabe diffusé lundi.

Au total, 30% des personnes interrogées accordent leur confiance au chef de l'Etat pour affronter les problèmes du pays et 65% ne lui font pas confiance, dont 38% "pas confiance du tout" (" 2 points), selon cette étude d'Elabe pour Les Echos et Radio Classique. AFP 16.12

D'ou vient l'amalgame rouge-brun ?

- Koch – Soros : l'alliance de deux milliardaires que tout semble opposer - Le Point.fr 16.12

L'un est un conservateur bon teint, l'autre très à gauche. Charles Koch et George Soros ont monté ensemble un think tank qui intrigue les observateurs.

C'est le mariage de la carpe et du lapin. George Soros, le milliardaire d'origine hongroise qui soutient des causes de gauche, s'est associé avec Charles Koch, un industriel richissime, ardent défenseur, lui, des politiques conservatrices. Ils viennent de créer ensemble un cercle de réflexion, l'Institut Quincy, un think tank qui entend œuvrer pour une « politique responsable », à deux pas de la Maison-Blanche. Son but est de promouvoir des idées pour mettre un terme à l'implication américaine dans des « guerres sans fin » et de « poser les fondations d'une nouvelle politique étrangère centrée sur l'engagement diplomatique et le contrôle militaire ».

L'institut porte le nom du président John Quincy Adams, qui, en 1821, a déclaré dans un discours célèbre : « L'Amérique ne va pas à l'étranger à la recherche de monstres à détruire. » Le fait de ne pas respecter ce principe, estime l'institut, a nui aux intérêts du pays et provoqué toutes sortes de répercussions humanitaires graves. « Les dirigeants politiques ont de plus en plus utilisé les moyens militaires de manière ruineuse, contre-productive et sans discernement », résume le site de l'institut.

Pour moi, la politique étrangère est une forme de folie

George Soros, qui finance depuis des décennies toutes sortes d'initiatives destinées à défendre la démocratie et les droits de l'homme, dénonce le militarisme américain excessif. Charles Koch avec son empire industriel soutient, lui, les politiques anti-réglementation, anti-réchauffement climatique et isolationniste. Dans une interview qui date de 2015, il déclarait : « Pour moi, la politique étrangère est une forme de folie. On passe notre temps à déboulonner des dictateurs et ensuite,

on n'a rien de mieux à mettre à la place et on perturbe la vie de plein de gens, on dépense des fortunes et on se retrouve avec des Américains tués et mutilés. »

En finir avec l'Amérique gendarme du monde

L'institut espère rassembler tous les partisans de droite et de gauche qui considèrent que le rôle de l'Amérique-gendarme-du-monde est un échec et sont en faveur d'une politique moins interventionniste. Il s'appuie sur les exemples de l'Irak, de la Syrie et de l'Afghanistan. Le Washington Post vient de publier une grande enquête qui montre comment les administrations successives ont manipulé l'opinion publique en vantant les progrès en Afghanistan alors qu'elles étaient conscientes de l'échec de l'intervention américaine.

À Washington, la plupart des think tanks défendent le rôle d'une Amérique superpuissante et interventionniste. « Une grande part de la communauté de spécialistes de politique étrangère a succombé à la léthargie intellectuelle et au dysfonctionnement. Elle empêche et évite les débats sérieux et est incapable de tenir les hommes politiques et les commentateurs responsables de politiques désastreuses », indique le site de l'institut.

Le think tank va rassembler une quarantaine de chercheurs, dont l'objectif est de proposer une approche différente qui mette en avant la paix et la diplomatie. Soros et Koch ont contribué chacun à hauteur de 500 000 dollars.

Mais dès son lancement, il s'est attiré des critiques. James Kirchick, un expert de la Brookings Institution, un autre cercle de réflexion plutôt à gauche, a écrit une tribune dans le Washington Post intitulée « Pourquoi George Soros et Charles Koch collaborent dans un think tank qui casse du sucre sur le dos de l'Amérique ». Selon lui, la philosophie de l'institut est un amalgame « bizarre d'idées d'extrême droite et d'extrême gauche, unies par un isolationnisme partagé et une aversion pour le rôle de l'Amérique comme force du bien ». Le Point.fr 16.12

LVOG - Vous aurez reconnu la ligne politique adoptée par Trump. Ce qui confirme aussi l'analyse de monsieur Thierry Meyssan du Réseau Voltaire. Je n'ai plus le temps de m'y attarder.

Le populisme d'extrême gauche se porte bien.

Une déclaration que le POID (notamment) a été fier de reproduire (latribunedestrayailleurs.fr).

- « *Nous n'avons pas de raisons de lâcher un système qui fonctionne* » confirme le secrétaire général de Force Ouvrière.

Est-ce un argument crédible ou légitime, ou au contraire ignoble et cynique ?

Les millions de travailleurs qui se retrouvent avec une retraite misérable apprécieront sans doute. Après on s'étonnera que la majorité des plus de 60 ans (17 501 491 au 1er janvier 2019, 26,2% de la population - INSEE) soutiennent la retraite par points, ce sont ces infâmes dirigeants syndicaux et leurs soutiens politiques qui ont pavé la voie à cette énième contre-réforme des retraites. Il faut aussi compter leurs parents ou enfants ou encore leurs proches qui représentent des millions de travailleurs qui sont encore en activité, qui non seulement ne sont pas insensibles à la misère qui frappent ces vieux travailleurs, et qui s'inquiètent de connaître le même sort plus tard avec le système actuel de retraite, inquiétude somme toute légitime.

Né en 1955, je suis officiellement à la retraite depuis l'âge de 62 ans (octobre 2017). Je perçois au total une pension de 384,63 euros après avoir cotisé à mi-temps ou un peu plus, alors que mon dernier salaire en France était environ de 2.100 euros nets en 1996. Compte tenu qu'il me manquait plus de 20 trimestres on m'a infligé la décote maximale de 37,5%, et ne résidant pas en

France, je n'ai pas le droit à l'Aspa ou minimum vieillesse qui est de 868,20 euros. Et comble de l'infamie, bien que je ne bénéficie pas des services de la Sécurité Sociale ou que je ne lui coûte pas un centime, je suis assujéti à la CASA, à la CSG, ainsi qu'au CRDS. On appelle cela aussi de l'acharnement sur les pauvres que cautionne le secrétaire général de Force Ouvrière et ses larbins.

Pour autant, notre devoir est d'exiger le retrait du projet de retraite à points, du fait que ce facteur ouvre la voie à la retraite par capitalisation ou à la privatisation des retraites livrées à terme aux fonds de pensions ou spéculatifs du marché...

On peut parfaitement rejeter la retraite par points, parce qu'on en connaît à l'avance les conséquences néfastes ou catastrophiques qui en découleront, sans pour autant vanter un système et une législation particulièrement injustes, c'est ce que je tenais à préciser.

Après cet exercice de conciliation compromettante, le gauchisme ou l'autre extrémité de l'opportunisme.

L'éditorial de la Tribune des travailleurs.

- Le régime vacille... - par Daniel Gluckstein, le 12 décembre 2019

Sans rire, il le prédit avec ses petits camarades depuis les années 70. Bref, ces gens-là ne sont pas sérieux ou à une contradiction près, ils se foutent de nous.

Dans leur blog ils en rajoutent une couche :

- "*le gouvernement est sous le choc.*"

- "*Comment des millions de travailleurs en grève, en manifestation ont fait basculer la situation.*"

Vous ne le saurez pas en poursuivant sur leur blog, il faut casquer ! Et puis il n'y a pas eu des millions de manifestants le 5 décembre, entre 850.000 et 1,5 million selon les sources, million sans "s" !

Que valent les théories ou analyses de ceux qui reprennent la rhétorique de l'urgence climatique concoctée par l'oligarchie financière ?

À propos de la COP25 - 14 décembre 2019

- "*Imposer un véritable programme d'urgence de défense de l'environnement humain, est-ce possible en voulant préserver le système capitaliste ?*"

Cela ne leur viendrait pas à l'esprit de se demander pourquoi et comment, qui est à l'origine de cette soudaine "urgence" climatique, car en y regardant de plus près les variations climatiques ne sont pas des phénomènes nouveaux, avec chaque fois leurs lots de dommages humains dramatiques ou effroyables amplifiés par les guerres de rapines des puissances occidentales ou leur politique au service de leurs multinationales et au détriment des peuples qui en sont les victimes. Effectivement, les peuples continueront de subir les conséquences terribles des variations climatiques aussi longtemps que le capitalisme n'aura pas été éradiqué de la surface de la Terre. J'ai utilisé les qualificatifs extrêmes, dramatiques, effroyables, terribles parce qu'il n'existe rien de pire que mourir de faim...

Cette soudaine "urgence sert à la fois à entretenir ou amplifier la peur, la psychose collective qu'ils se sont employés à développer avec plus ou moins de succès au cours des deux dernières

décennies au sein de la population à l'aide du levier du terrorisme qu'ils maîtrisent parfaitement, mais dont les effets finissaient par s'épuiser, mais aussi ou surtout à des fins économiques, pour soulager le capitalisme en crise et accroître au passage le pouvoir et la fortune de l'oligarchie, dans la perspective d'instaurer un modèle totalitaire à l'échelle de la planète.

En complément, à gauche si vous y tenez vraiment ou sans honte.

- Municipales à Paris : le PCF s'allie avec le PS dès le premier tour - L'Express.fr 13.12

Cet accord doit cependant être soumis au vote des militants PCF, les 18, 19 et 20 décembre.
L'Express.fr 13.12

Retrait ou Macron à la retraite anticipée !

Quand 3 = 13 (14 depuis le 16 décembre) ou le mensonge éhonté, c'est la vérité ou "la bonne foi" !

- Jean-Paul Delevoye déclare finalement treize mandats dans sa déclaration d'intérêts - Franceinfo 15 décembre 2019

Il n'y avait que trois mentions dans la première mouture du document rempli par le Haut commissaire aux Retraites. Franceinfo 15 décembre 2019

- Edouard Philippe: la "bonne foi" de Delevoye est "totale" sur ses activités - AFP 15 décembre 2019

Le Premier ministre Édouard Philippe juge que "la bonne foi de Jean-Paul Delevoye est totale", après les mises en cause du haut-commissaire aux retraites sur ses activités parallèles, selon une déclaration publiée sur le site du Parisien samedi. AFP 15 décembre 2019

- Jean-Paul Delevoye déclare finalement treize mandats dans sa déclaration d'intérêts - Franceinfo 15 décembre 2019

Le Monde révèle samedi 14 décembre la deuxième version de la déclaration d'intérêts signée par Jean-Paul Delevoye, le Haut commissaire aux retraites. L'homme politique a finalement déclaré treize mandats, dont onze toujours actifs, au lieu des trois initialement indiqués. Franceinfo 15 décembre 2019

- Les départs ou démissions de ministres sous Macron - AFP 17 décembre 2019

Le haut-commissaire aux retraites, Jean-Paul Delevoye, qui a jeté l'éponge lundi, est le 12e ministre démissionnaire - et le 16e partant - depuis le début de la présidence Macron en mai 2017. AFP 17 décembre 2019

Mise à mort programmée dès la naissance, voilà leur modèle de société esclavagiste !

- Vieillir au travail, est-ce tenable? L'angle mort de la réforme des retraites - huffingtonpost.fr 11.12

Entendu : Je n'ai pas peur de la mort, mais de vieillir... Je confirme, et ne vous marrez, pas s'il vous plaît !

Qui perd gagne !

- Réforme des retraites : dans les projections du Gouvernement, tout le monde gagne ! -
Franceinfo 12.12

Toutes les rédactions ont reçu le dossier de presse de la réforme des retraites alors que le Premier ministre présentait son projet. Et en décortiquant le document, nous avons parfois eu des surprises. Les chiffres donnés dans les simulations illustrant la réforme pouvaient paraître un peu tronqués ou gonflés.

Dans le dossier distribué à la presse pour expliquer la réforme des retraites, il y a plein d'exemples : les gagnants du nouveau système. Mais pour mettre en avant les avantages de la réforme, les communicants de Matignon n'ont pas hésité à sortir... la boule de cristal !

Tout le monde va gagner

A en croire le dossier de presse du gouvernement, le nouveau système des retraites, c'est un peu comme à l'école des fans : tout le monde va gagner ! Philippe, le smicard, touchera dans 50 ans 1900 € de retraite, contre 1550 € avec le système actuel. Même chose pour Hugo, l'agriculteur : 300€ de plus chaque mois. Des exemples alléchants mais incomplets, selon le collectif "Nos Retraites", opposé à la réforme : « On peut comparer des montants de retraite en euros, mais pour nous ce n'est pas suffisamment fiable, » estime Agathe, la porte-parole. « Ce qu'il nous faut c'est le rapport entre le dernier salaire et la première retraite pour savoir si la personne maintient son niveau de vie au moment du passage à la retraite. »

Contacté, le cabinet du Premier ministre explique que ces informations seront présentées plus tard, et que pour calculer les montants des futures pensions, il a choisi un des scénarios envisagés par le Conseil d'Orientation des Retraites : une hausse continue de tous les salaires de 1,3% par an, pendant 50 ans. Cette hypothèse a-t-elle des chances de se réaliser ?

Pas selon l'économiste du travail Philippe Askenazy : « Les économistes ont déjà des difficultés à construire des prévisions de court terme. Les chiffres que vous avancez correspondent à une situation qui serait en quelque sorte figée pendant 50 ans ce qui ne s'est en fait jamais vu dans l'histoire économique et ne se verra certainement pas. »

« Ça ne tient pas la route »

Alors pourquoi le gouvernement a-t-il choisi ce scénario ? La réponse avec le cas d'un infirmier libéral, dont la retraite augmenterait, avec la réforme et le scénario retenu... de 1250 € par mois ! De quoi faire tiquer la profession, dont les revenus moyens baissent depuis 4 ans.

« Le gouvernement dans ce cas précis envisage que nos revenus augmentent de 1.3% par an, » analyse Catherine Kirnidis, présidente du Syndicat National des Infirmières et Infirmiers Libéraux. « Or, on a des revenus moyens pour les infirmiers notamment, qui diminuent tous les ans, de 1000 à 2000 euros par an. Ça ne tient pas la route. »

Matignon assume ses projections et précise que d'autres simulations seront bientôt réalisées. Et cette fois, dans la boule de cristal, il y aura aussi des perdants. Franceinfo 12.12

Tout le monde gagne, la preuve.

Nos lecteurs n'ont pas attendu cet épisode pour apprendre l'existence de l'institution financière la plus puissante du monde, BlackRock.

- Retraites: quatre questions sur BlackRock, la société accusée d'avoir influencé la réforme - lexpress.fr 12.12

Plusieurs médias français accusent la multinationale, spécialisée dans la gestion d'actifs, d'avoir influencé la réforme pour servir ses propres intérêts.

Le plus grand gérant d'actifs au monde aurait-il la capacité d'influencer l'Élysée ? L'entreprise américaine BlackRock, spécialisée dans la gestion d'actifs, est depuis plusieurs jours au coeur d'une polémique entourant la réforme des retraites. Plusieurs médias français soupçonnent notamment ses dirigeants d'avoir influencé la réforme, afin de servir leurs propres intérêts.

Le site d'investigation Mediapart et le journal L'Humanité ont tous deux publié de longs articles à ce sujet cette semaine, tandis que le député d'Eure-et-Loire Olivier Marleix a directement accusé l'entreprise de profiter de la réforme des retraites, dans une déclaration au Parlement.

"Si votre réforme va à son terme, les affaires de BlackRock en France prendront un formidable essor", a-t-il affirmé lors de questions au gouvernement. Mais qu'est-il exactement reproché à BlackRock ? L'Express vous aide à y voir plus clair en quatre questions.

Qu'est-ce que BlackRock ?

Fondée en 1988 aux États-Unis, cette multinationale est devenue au fil du temps le plus grand gestionnaire d'actifs au monde - à la fin du mois de septembre 2019, elle gérait ainsi plus de 6960 milliards de dollars. Par ces fonds accumulés et ses liens avec les investisseurs institutionnels, la société est aujourd'hui extrêmement influente, et a acquis depuis la crise économique et financière de 2008 une place "sans précédent" dans le monde des affaires, explique Mediapart. Selon le site d'investigation, les banques centrales américaine (FED) et européenne (BCE) font notamment appel à elle pour évaluer les banques.

Certaines de ses têtes pensantes ont également des liens plus ou moins intimes avec les dirigeants de plusieurs pays et institutions européennes. Ainsi, l'ancien président de la banque nationale suisse Philipp Hildebrand est devenu vice-président de BlackRock. Ancien responsable de la CDU, le parti d'Angela Merkel, Friedrich Merz en est lui le représentant en Allemagne.

Enfin, Larry Fink, co-fondateur et président de BlackRock, connaît bien Emmanuel Macron : en avril 2017, il déclarait sur Fox News que l'actuel chef de l'État était destiné, selon lui, à devenir le futur président "pour le plus grand bien de la France et de l'Europe". Depuis, les deux hommes se sont rencontrés à plusieurs reprises, selon Mediapart. Jean-François Cirelli, ancien secrétaire général adjoint de l'Élysée sous Chirac, PDG de GDF puis vice-président d'Engie, et actuel président français de BlackRock, a lui "porte ouverte dans les ministères", assure le site. C'est là où le bât blesse : selon L'Humanité et Mediapart, le géant américain aurait pu influencer le gouvernement, notamment sur la réforme des retraites, afin de servir ses propres intérêts.

Qu'est-il reproché à cette entreprise ?

Tout part d'une note, rédigée par l'entreprise "à destination du gouvernement français" en juin 2019 et repérée par Mediapart. Dans cette note, intitulée "Loi Pacte : le bon plan retraite", BlackRock se félicite notamment de l'adoption en avril de la loi Pacte, et de sa toute récente promulgation.

Selon l'entreprise, cette loi vise "à combler les lacunes structurelles des régimes d'épargne retraite volontaire existants. Elle permet à l'épargnant : de bénéficier d'un allègement fiscal pour les cotisations versées en réduisant sa base imposable sur le revenu, d'accéder à son capital avant la

retraite dans certains cas prédéfinis [...], de transférer son patrimoine à une entité plus concurrentielle sans frais de transfert après cinq ans".

Mais au-delà de ce "premier pas", la société se réjouit surtout du projet de réforme des retraites, qui, pour les financiers, doit être l'occasion de mettre en oeuvre un système par capitalisation, qui jusque-là n'a pas encore réussi à s'appliquer en France. Un système qui leur permettrait de mettre la main sur une épargne "parmi les plus élevées d'Europe", indique BlackRock.

En quoi la réforme des retraites pourrait-elle lui bénéficier ?

Cette épargne "élevée" leur échappait jusqu'à présent : "Fin 2017, seuls 130 milliards d'euros avaient été collectés dans ces produits [d'épargne retraite], ce qui est décevant par rapport à l'épargne déposée en liquidités [1500 milliards d'euros], les produits d'assurance-vie en euros [1600 milliards d'euros] ou les investissements directs/indirects en actifs non financiers [plus de 7 600 milliards d'euros]", indique la note.

Mais, comme le rappelle Les Échos, la réforme des retraites pourrait bien changer la donne, puisqu'elle a pour but de faire passer les encours gérés dans le secteur de 230 milliards d'euros à plus de 300 milliards d'ici 2022. Avec la réforme, les plus hauts revenus ne devraient plus cotiser pour leur retraite sur la part de leur rémunération supérieure à 10 000 euros par mois. "S'ils veulent compenser cette perte de droits à la retraite, ils devront donc épargner", conclut le journal.

Une réforme plus que bénéfique pour BlackRock, qui rédige ainsi dans sa note quelques règles à suivre pour le gouvernement, afin de "réussir la réforme de l'épargne retraite" : " 1) Améliorer par voie de décrets d'application et d'ordonnance la lisibilité du régime avec un corpus de règles communes destiné à faciliter la portabilité de l'épargne retraite. 2) S'inscrire dans le cadre du nouveau règlement européen qui instaure le produit paneuropéen d'épargne retraite individuelle (PEPP). 3) Pérenniser le dispositif législatif et les incitations fiscales de long terme en renforçant le rôle d'un tiers indépendant ayant pour mission d'évaluer le coût et l'efficacité des réformes dans la durée", cite Mediapart. leexpress.fr 12.12

D'autres aspects liés à ce sujet.

Les jaunes ne doivent pas rester isolés, ils vont pouvoir encore leur servir.

- Réforme des retraites: la CFDT bascule dans la mobilisation - AFP 12.12

"La ligne rouge est franchie": pourtant favorable au principe du régime universel de retraite, le numéro un de la CFDT Laurent Berger a basculé mercredi dans le camp de la mobilisation, appelant lui aussi à descendre dans la rue le 17 décembre. AFP 12.12

L'appareil de répression fragilisé.

- Pourquoi les policiers n'ont pas été convaincus par les annonces d'Edouard Philippe - Journal du Dimanche 12 décembre 2019

Les policiers n'ont pas été convaincus par les annonces d'Edouard Philippe mercredi. Jeudi, ils ont décidé de durcir leur mouvement de protestation. Journal du Dimanche 12 décembre 2019

Et le lendemain... un miracle républicain (sic!) s'est produit :

- Retraites : les policiers saluent des "avancées" et suspendent leur mobilisation - L'Express.fr 13 décembre 2019

Les syndicats policiers suspendent leur mouvement de protestation contre la réforme des retraites, en saluant des "avancées" pour le maintien de leur régime dérogatoire, après une réunion ce jeudi avec Christophe Castaner et Jean-Paul Delevoye.

Les secrétaires généraux des principaux gardiens de la paix, Unité, Alliance et Unsa-police ont annoncé dans la foulée la "suspension" de leur mouvement de grogne contre le projet de réforme.

Le policier "bénéficiera des avantages des régimes particuliers : possibilité d'ouverture des droits à 52 ans, un départ à la retraite à 57 ans et la bonification du 5e, qui sera maintenue par une surcotisation de l'employeur, le ministère de l'Intérieur", a exposé Yves Lefebvre. Actuellement, les policiers bénéficient d'un régime spécifique qui leur permet d'obtenir une annuité de cotisation supplémentaire tous les cinq ans. C'est la bonification dite "du cinquième" ou "quinquennale". Elle est plafonnée à cinq annuités et, pour y être éligible, le fonctionnaire doit avoir exercé 27 ans.

Quel que soit son poste ou sa fonction, un policier bénéficie de ce système, censé contrebalancer la pénibilité du métier. L'Express.fr 13 décembre 2019

A croire que ceux qui sont concernés par les retraites ne sont pas les mêmes travailleurs qui vont réveillonner en famille le 24 décembre. Eux non, assurément.

- Grèves: Marine Le Pen demande une trêve pour les fêtes - LeFigaro.fr 13 décembre 2019

La présidente du Rassemblement national, qui soutenait le mouvement jusque-là, demande une trêve pour les fêtes de fin d'année.

"Il serait injuste que les Français soient les victimes d'une contestation qu'ils partagent pour beaucoup d'entre eux", avait défendu la veille Marine Le Pen.

Pour l'exécutif, l'occasion est belle avec cette trêve de Noël de tenter de briser le front syndical qui s'est constitué depuis le discours d'Édouard Philippe.

Jugeant "irresponsable d'annoncer qu'on veut gâcher les vacances de Noël des Français", la ministre Élisabeth Borne a ainsi estimé ce vendredi 13 décembre sur CNews qu'il était temps de "s'asseoir à la table de discussions et reprendre le travail".

"On prend en otage les Français à un moment qui est très important pour eux, pour la famille, pour l'économie française et il n'y a pas d'alternatives", s'est indignée sur LCI la secrétaire d'État à l'Économie Agnès Pannier-Runacher.

La veille sur Europe1, la secrétaire d'État Marlène Schiappa avait repris à son compte un argument populaire chez les adversaires du mouvement social. "Même dans les guerres, il y a des trêves. Là, nous ne sommes pas dans une guerre, nous sommes dans une discussion et chacun peut respecter ce temps de fêtes", a-t-elle jugé, plaidant pour le respect des fêtes de Noël, "un moment unique pour se rapprocher, pour une pause dans l'année". huffingtonpost.fr et LeFigaro.fr 13 décembre 2019

Ils sonderaient les morts s'ils le pouvaient. Un peu de patience !

- Sondage : les Français favorables à l'âge de départ «pivot» sont ceux qui ne sont plus concernés - RT 13 déc. 2019

C'est surtout parmi les Français âgés de plus de 65 ans – la classe d'âge la moins directement concernée par le projet de retraite par points – que l'on trouve le plus de partisans (67%) de cette

réforme, selon une enquête d'opinion réalisée par l'institut Elabe et publiée le 11 décembre par le site BFMTV.com. RT 13 déc. 2019

Selon l'une de ces études, réalisée pour le compte de la Fondation pour l'innovation politique, une seule classe d'âge est majoritairement favorable (52%) à ce système de retraite qui existe notamment aux Etats-Unis – celle des 18-24 ans. Mais cette étude fait aussi apparaître que 64% de cette tranche d'âge déclare avoir une «idée peu claire» ou «pas du tout claire» du système actuel.

On peut légitimement se demander si ce sentiment général de confusion par rapport à ce qui existe, ce qui est connu et ce qui est promis en matière de retraite, n'a pas été entretenu par le principal promoteur du projet de réforme. Ainsi, le 22 novembre, à Nesle, dans la Somme, deux semaines avant le début de la mobilisation, le président de la République Emmanuel Macron avait jugé «étrange» une mobilisation contre une réforme «dont on ne connaît pas les termes exacts». RT 13 déc. 2019

Ils sont dépités !

- Grève: malgré le spectre d'un "Noël noir", les Français soutiennent le mouvement - Le HuffPost 15 décembre 2019

Mais visiblement pour la majorité des Français, pris à témoin par le ministre, la réforme des retraites prônée par le gouvernement est plus insupportable que le spectre de blocages pendant les Fêtes de fin d'année. C'est en tout cas ce qu'indique un sondage Ifop publié par le Journal du Dimanche.

L'opinion publique semble effectivement toujours favorable au mouvement social. Selon ce sondage, dont vous pouvez retrouver les grandes lignes ci-dessous, 54% des Français soutiennent la grève, et 30% lui sont hostiles. Le HuffPost 15 décembre 2019

Ils ont ressorti le cadavre puant de la gauche du placard, il bouge encore. Mais ils ne sont pas "prêts pour présenter un texte commun", le mot retrait leur brûle les lèvres !

- Réforme des retraites : la gauche unie contre le gouvernement à Saint-Denis - LeFigaro.fr 12 décembre 2019

Les principaux représentants de la gauche, réunis en meeting mercredi soir, ont fait front commun contre le projet de réforme mené par Édouard Philippe. Mais impossible pour eux de proposer un texte commun.

«Ils voulaient qu'on se bouffe la gueule entre nous, ils n'y sont pas parvenus!» À la Bourse du Travail de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), Olivier Besancenot est chaleureusement applaudi par quelque 300 militants, mais aussi par la brochette de figures de la gauche présente à ses côtés, de la responsable de LO, Nathalie Arthaud, au premier secrétaire du PS, Olivier Faure. Quelques minutes avant, Catherine Perret, la responsable retraite de la CGT, avait salué la CFDT qui, au même moment, annonçait son intention de rejoindre la mobilisation du 17 décembre, comme l'Unsa et la CFTC. De quoi amuser Eric Beynel de Solidaires: «Faire applaudir la CFDT à la Bourse du Travail, c'est magique!» Ambiance front commun. «Il y a un gouvernement qui nous déclare la guerre», balance Besancenot qui ne voit «pas d'autres solutions» que de «paralyser plusieurs jours» la France. LeFigaro.fr 12 décembre 2019

L'extrême centre, c'est aussi cela.

- Comment Elie Hatem, figure d'extrême droite, s'est retrouvé à l'Élysée - Le HuffPost 12 décembre 2019

Ce jeudi 12 décembre, plusieurs photos circulant sur les réseaux sociaux montrent Elie Hatem, ex-membre de l'Action française et figure de l'ultra-droite, poser au côté d'Emmanuel et Brigitte Macron à l'Élysée.

Elie Hatem est proche de Jean-Marie Le Pen, comme on peut le voir sur cette image également issue de son compte Facebook. Le HuffPost 12 décembre 2019

- Climat: difficile d'exister entre le "club Greta" et le "club Donald", selon Macron - AFP 12 décembre 2019

"Je voudrais qu'on fasse notre club à nous" avec l'objectif d'arriver à "ce que les gens changent leur comportement, comprennent que c'est possible et qu'on les accompagne", a-t-il poursuivi.

M. Macron a pour cela demandé aux chercheurs présents à aider "à convaincre les décideurs et l'opinion" pour "rendre le changement acceptable" afin de lutter contre le réchauffement. AFP 12 décembre 2019

Climat. Intox. Croyance, propagande et manipulation.

Greenpeace sonne l'alarme sur le climat avant le Sommet européen - AFP 12 décembre 2019

Une énorme banderole sur "l'urgence climatique" déployée sur un bâtiment faussement en flammes: Greenpeace s'est invité jeudi au sommet européen à Bruxelles pour mettre la pression sur les dirigeants, peu avant leur réunion largement consacrée au "Pacte vert" de l'UE. AFP 12 décembre 2019

Le Pacte vert, "nouvelle stratégie de croissance" de l'UE, dévoilé et déjà critiqué - AFP 12 décembre 2019

La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a présenté mercredi son "Pacte vert", une feuille de route vers la neutralité climatique destinée à devenir la "nouvelle stratégie de croissance" de l'UE.

Le gouvernement français a estimé que le Pacte vert "ouvre la voie à une ambition forte pour le climat et la protection de l'environnement".

"La France partage cette priorité et la volonté que l'Europe s'affirme comme le leader mondial de la transition écologique", ont affirmé la ministre de la Transition écologique Elisabeth Borne, la secrétaire d'Etat aux Affaires européennes Amélie de Montchalin ainsi que la secrétaire d'Etat à la Transition écologique Brune Poirson dans un communiqué commun.

Pour atteindre les objectifs du Pacte vert, 260 milliards d'investissements annuels supplémentaires par an nécessiteront "la mobilisation des secteurs public et privé", souligne la Commission. AFP 12 décembre 2019

Neutralité carbone en 2050: l'UE s'engage, mais sans la Pologne - AFP 13 décembre 2019

Si le reste de l'UE se montre compréhensif, Ursula von der Leyen a toutefois assuré, au lendemain de la présentation du Pacte vert européen, que "cela ne changerait pas le calendrier de la Commission".

Le fait que la Pologne reste en dehors est "complètement acceptable", a assuré Mme von der Leyen.

"Cet objectif (de neutralité) engagera l'UE dans son ensemble", assure-t-on à l'Élysée.

A l'entame du sommet, Varsovie n'était pas le seul pays récalcitrant. La Hongrie et la République tchèque affichaient aussi leur scepticisme, exigeant des garanties financières, mais également sur les moyens d'atteindre cet objectif climatique, y compris grâce au nucléaire.

Inacceptable pour des pays comme l'Autriche ou le Luxembourg, cette référence à l'atome était défendue par les trois capitales de l'Est. Les autres dirigeants ont fini par céder et par en faire mention dans les conclusions. Une reconnaissance importante car elle ouvre la voie à des aides et subventions.

Le Premier ministre tchèque Andrej Babis s'est félicité d'avoir "convaincu" ses homologues que "l'énergie nucléaire est notre voie vers la neutralité climatique". Selon la présidence française, les dirigeants des 27 ont par ailleurs apporté un "soutien unanime" à la mise en place d'une "taxe carbone" des produits provenant de l'extérieur de l'UE "s'ils ne respectent pas les mêmes exigences climatiques que les entreprises européennes".

Nettement plus nuancées, les conclusions officielles du sommet se bornent à indiquer que le Conseil "prend note de l'intention de la Commission de proposer un mécanisme d'ajustement aux frontières pour les secteurs très carbonés".

Le principe d'une telle taxe carbone aux frontières, réclamée de longue date par la France, vise à lutter contre le "dumping environnemental" et éviter le déplacement des émissions de CO2 vers des pays où il n'a pas de prix. AFP 13 décembre 2019

Climat: vers un zéro pointé à l'épreuve de l'urgence climatique - AFP 13 décembre 2019

La science réclame des actions urgentes et radicales pour éviter la catastrophe climatique, mais la conférence climat de l'ONU qui doit finir vendredi ne sera pas à la hauteur, même si le texte le plus ambitieux sur la table est adopté par les États.

États-Unis, Chine, Inde, Japon... Pendant ces deux semaines de réunion, les plus grands pays émetteurs de gaz à effet de serre n'ont pas fait d'annonces indiquant une volonté de faire plus et plus vite contre le réchauffement de la planète qui amplifie un peu partout tempêtes, canicules ou inondations.

Dans le viseur des défenseurs du climat, évidemment les États-Unis, qui ont officialisé leur retrait de l'accord de Paris l'an prochain. Mais aussi des pays émergents, comme la Chine, l'Inde et le Brésil, qui ont clairement dit cette semaine qu'ils ne prévoyaient pas de rehausser leurs ambitions prochainement.

Les millions de jeunes descendus dans les rues dans les pas de l'adolescente suédoise Greta Thunberg et le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres, qui a exhorté les hommes à arrêter de faire la "guerre" à la planète, risquent d'être plus que déçus. AFP 13 décembre 2019

Greta Thunberg, personnalité de l'année du Times et star de la COP25 - AFP 12 décembre 2019

Greta Thunberg a dû traverser l'Allemagne assise par terre dans un train bondé. - sputniknews.com 15.12

RT 15.12 - La Deutsche Bahn, compagnie ferroviaire publique allemande, a répliqué ce 15 décembre. «Chère Greta, merci pour votre soutien aux employés des chemins de fer dans notre combat contre le changement climatique. Nous sommes contents que vous ayez voyagé sur le ICE 74 [train à grande vitesse] samedi», a tweeté la compagnie allemande. «Il aurait été plus gentil si vous aviez également fait mention de la façon aimable et compétente dont vous avez été traitée par notre personnel en première classe», affirme le tweet qui a été suivi d'un communiqué.

«Je voyage dans des trains surpeuplés», a déploré la jeune suédoise, le 14 décembre dans un premier tweet.

Après ce retour de la compagnie ferroviaire, Greta Thunberg a apporté quelques précisions dans un second tweet. Elle explique que son train depuis Bâle avait été annulé et que ses amis et elle-même avaient dû s'asseoir par terre dans deux trains avant de trouver une place à partir de Goettingen.

La Deutsche Bahn n'a pas démenti que la jeune fille n'avait pas trouvé de siège avant Francfort, à mi-chemin de son voyage entre Bâle et Hambourg. RT 15.12

LVOG - La photo montrait un couloir et l'espace en bout de wagon totalement vides.

Flossie Donnelly, la "Greta irlandaise" qui nettoie les plages de Dublin - euronews 12 décembre 2019

A seulement 12 ans, la jeune fille est devenue l'une des militantes écologistes les plus célèbres d'Irlande. euronews 12 décembre 2019

Un "New Deal" vert pour l'Italie - euronews 11 décembre 2019

Rome fait un pas de plus pour se conformer aux objectifs de l'accord de Paris, et tenter de réduire à néant ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050.

Près de 55 milliards d'euros seront injectés dans cette cause au cours des années à venir...

"Le premier article du décret sur le climat impose que toutes les politiques économiques de ce gouvernement et de ceux à venir soient vertes dans les prochaines années", indique Sergio Costa, ministre italien de l'Environnement.

L'Italie va mettre en place des cours obligatoires sur le dérèglement climatique dans les écoles dès la rentrée prochaine, du primaire au lycée, et va intégrer les problématiques environnementales dans l'ensemble des matières. euronews 11 décembre 2019

La "taxe carbone" multipliée par plus de deux en Allemagne d'ici le 1er janvier 2021 - Reuters 16.12

Le gouvernement allemand et les exécutifs régionaux se sont mis d'accord pour multiplier par plus de deux le montant de la taxe appliquée aux émissions de carbone et la porter à 25 euros par tonne, rapporte lundi l'agence DPA. Reuters 16.12

Climat: négociations de nuit pour tenter d'éviter un échec de la COP25 - AFP 15 décembre 2019

La conférence de l'Onu sur le climat semblait dans l'impasse samedi en raison du refus de plusieurs grandes économies de renforcer leurs engagements de réduction des émissions carbone pour lutter contre le changement climatique.

"Nous demandons la vie", "Encore combien de morts?": une dizaine de militants du mouvement écologiste Extinction Rebellion ont voulu rappeler aux négociateurs l'urgence à agir en déversant du fumier non loin du centre de conférences où se déroule la COP.

Au rythme actuel, la température pourrait gagner jusqu'à 4 ou 5°C d'ici la fin du siècle, avec son lot de catastrophes à la clé. Même si les quelque 200 signataires de l'Accord de Paris respectaient leurs engagements, le réchauffement dépasserait 3°C.

Le verdict de la science est sans appel: pour éviter la catastrophe climatique, il faut transformer radicalement l'économie pour commencer à réduire les émissions de gaz à effet de serre et avoir une chance d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris de limiter le réchauffement de la planète à 2°C, voire 1,5°C, par rapport à l'ère pré-industrielle.

Tous les Etats doivent soumettre d'ici la COP26 à Glasgow une version révisée de leurs engagements. A ce stade, quelque 80 pays se sont engagés à présenter un rehaussement de cette ambition mais ils ne représentent qu'environ 10% des émissions mondiales.

Quasiment aucun des plus grands émetteurs, Chine, Inde ou Etats-Unis, ne semble vouloir rejoindre ce groupe. Seule l'Union européenne a "endossé" cette semaine à Bruxelles l'objectif de neutralité climatique d'ici 2050. Mais sans la Pologne, très dépendante du charbon. AFP et Reuters 15 décembre 2019

La COP25, une occasion "ratée" de répondre à l'urgence climatique - AFP 16 décembre 2019

La conférence climat de l'ONU qui s'est terminée dimanche à Madrid n'a pas été à la hauteur de l'urgence climatique, adoptant un accord a minima sans s'entendre sur des points essentiels en raison des réticences de certains Etats.

Sans surprise, quasiment aucun des grands pays émetteurs n'a fait d'annonce significative pour rehausser ses ambitions, ni donner de signe clair d'une telle intention pour 2020. Evidemment pas les Etats-Unis qui quitteront l'accord de Paris en novembre prochain, mais pas non plus la Chine ou l'Inde. AFP 16 décembre 2019

Balkanisation. Atomisation des peuples pour mieux les contrôler ou assimilation forcée au sein d'institutions supranationales

- L'île de Bougainville va devenir un État indépendant - huffingtonpost.fr 11.12

Les habitants de Bougainville ont décidé à une écrasante majorité de quitter le giron de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, un pas majeur vers la création d'un nouvel État, selon les résultats du référendum publiés ce mercredi 11 décembre.

176.928 électeurs ont voté en faveur de l'indépendance, soit plus de 98% des suffrages exprimés.

A New York (Etats-Unis), le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a salué "l'organisation réussie du référendum" et félicité les autorités et tous les électeurs "pour leur dévouement et la

conduite pacifique du processus”. Il a appelé toutes les parties à s’assurer que la suite sera “inclusive et constructive”, précise son communiqué. L’indépendance ne prendra pas effet immédiatement et un long processus politique attend les dirigeants.

Le résultat du référendum doit dans un premier temps être ratifié par le Parlement de Papouasie-Nouvelle-Guinée, au sein duquel certains élus sont vigoureusement opposés à cette indépendance, redoutant un effet de contagion dans un pays d’une très grande diversité ethnique et linguistique.

L’ampleur de la victoire des partisans de l’indépendance devrait cependant peser en faveur de la reconnaissance de ce référendum.

“Ce résultat ne laisse place à aucune autre interprétation que: Bougainville veut l’indépendance”, a expliqué Shane McLeod, chercheur à l’Institut Lowy de Sydney (Australie). “Un vote aussi massif la rend inévitable”. “Port Moresby devra rapidement digérer le résultat”, a-t-il estimé, “ils devront être prêts pour évoquer le calendrier de l’indépendance”.

“Nous n’avons peut-être pas les meilleurs hôpitaux, les meilleures écoles ou les meilleures routes et infrastructures, mais notre moral est bon et cela nous mènera là où nous voulons”.

L’île doit son nom au navigateur français Louis-Antoine de Bougainville (1729-1811), qui l’explora en 1768, et compte parmi les territoires les plus pauvres de l’hémisphère Sud malgré ses richesses en cuivre. huffingtonpost.fr 11.12

Pauvres ils étaient, pauvres ils resteront malgré leurs richesses...

En complément. Par la force s'il le faut !

- L'Afrique peut-elle se passer des forces étrangères tant décriées sur le continent ? - Franceinfo 12.12

Dehors les esclavagistes, les colons, les pilleurs, les affameurs, les criminels !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Inde

Comment Modi l'agent de Washington ou plutôt de l'Etat profond destabilise l'Inde.

- "Contre l'esprit de l'Inde": la contestation d'une loi sur la citoyenneté se propage - AFP 16 décembre 2019

Au lendemain de violences dans une université de New Delhi, le mouvement de contestation d'une loi sur la citoyenneté a gagné de l'ampleur et s'est propagé lundi dans toute l'Inde, mettant au défi le gouvernement Modi.

Une législation passée la semaine dernière facilite l'attribution de la citoyenneté indienne aux réfugiés d'Afghanistan, du Bangladesh et du Pakistan, mais à la condition qu'ils ne soient pas musulmans.

Lundi, au lendemain de heurts brutaux entre protestataires et police à la grande université Jamia Millia Islamia de la capitale, de nouvelles manifestations se tenaient sur des campus à Delhi, Chennai, Bangalore, Aligarh, Hyderabad, Bombay ou Lucknow entre autres. Aucun incident majeur n'avait été signalé dans la soirée.

Le Premier ministre Narendra Modi a dénoncé sur Twitter des "groupes aux intérêts cachés" cherchant à semer la "division" et a affirmé que la nouvelle loi reflète "la culture multiséculaire d'acceptation, d'harmonie, de compassion et de fraternité de l'Inde".

Pour Shree Kumar, un étudiant de Delhi, la loi sur la citoyenneté est "contre les musulmans. Elle est contre l'esprit de l'Inde. Elle est contre les idées laïques de l'Inde".

L'opposant Rahul Gandhi, dont le parti du Congrès a été largement battu par les nationalistes hindous dans les urnes au printemps, a qualifié sur Twitter la loi et un registre controversé de citoyens d'"armes de polarisation de masse lancées sur l'Inde par des fascistes".

D'après Ashok Swain, professeur à l'université d'Uppsala (Suède), l'ampleur des manifestations a pris de court les dirigeants nationalistes hindous, déjà confrontés à une fort ralentissement de l'économie indienne.

"La contestation reçoit une attention internationale et se répand à différentes parties du pays. Cela accroîtra certainement la pression sur le régime alors que l'économie ne va pas bien", a-t-il déclaré à l'AFP. AFP 16 décembre 2019

LVOG - Que Modi soit mal conseillé, cela paraît évident, une cellule de la NED/CIA très influente officie à Delhi. Je crois qu'on ne doit pas tout mettre sur le dos de son fanatisme religieux hindouiste, bien qu'il joue un rôle pour diviser ses adversaires. Le BJP détient la majorité absolue au Parlement. Quant à détourner les masses de leurs préoccupations sociales quotidiennes, je n'y crois pas non plus, tout du moins à l'échelle de la totalité du pays, tout comme elles se foutent éperdument de la question climatique, leur précarité absolue absorbe ou concentre toute leur attention, et cristallise leur mécontentement contre le gouvernement et rien ne les en détournera.

Pendant les deux campagnes électorales, j'ai expliqué aux Indiens à quel point Modi était dangereux. Ce n'était pas la peine, je n'en ai pas rencontré un qui s'apprêtait à voter pour son parti, le BJP. Normal, je vis dans un village et je ne croise que des travailleurs manuels pauvres. Ce sont les villes qui ont élu Modi, pas les campagnes, comme en France et partout ailleurs.

Algérie

1- En Algérie, l'élection présidentielle marquée par une abstention record - Le HuffPost 13 décembre 2019

Par son absence dans les isolements, le "Hirak" se fait entendre dans les urnes. Plus de six Algériens sur dix ont boudé le vote ce jeudi 12 décembre, une abstention record, lors de la présidentielle fermement rejetée par le mouvement populaire de contestation ayant emporté en avril le président Abdelaziz Bouteflika, dont ils étaient appelés à élire le successeur.

Seuls 39,93% des inscrits ont voté (39,83% - ndlr), le plus faible de l'histoire des élections présidentielles pluralistes en Algérie. , selon les chiffres annoncés en fin de soirée à la télévision nationale par Mohamed Charfi, président de l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie). Le taux de participation au niveau national s'établit à 41,41% et celui des Algériens de l'étranger à 8,69%, a-t-il ensuite expliqué.

Ce taux est le plus faible de toutes les présidentielles pluralistes de l'histoire de l'Algérie. Il est inférieur de plus de 10 points à celui du précédent scrutin -le plus faible jusqu'ici-, qui en 2014 avait vu la 4e victoire d'Abdelaziz Bouteflika.

Le "Hirak", le "mouvement" de contestation populaire massif et inédit du régime qui a contraint Abdelaziz Bouteflika à la démission, rejetait catégoriquement la tenue de cette élection, vue comme un moyen de se régénérer pour le "système" au pouvoir depuis l'indépendance du pays en 1962.

Ce mouvement exige la fin de ce "système" aux manettes depuis l'indépendance en 1962, et le départ de tous les anciens soutiens ou collaborateurs des 20 ans de présidence Bouteflika. Ce que sont les cinq candidats (Abdelaziz Belaïd, Ali Benflis, Abdelkader Bengrina, Azzedine Mihoubi et Abdelmajid Tebboune).

Aucune projection de résultat n'a été publiée, mais le camp d'Abdelmajid Tebboune, ancien bref Premier ministre d'Abdelaziz Bouteflika en 2017, a revendiqué dans la soirée la victoire au 1er tour. "Selon les premiers éléments en notre possession (...) Abdelmadjid Tebboune a remporté la présidentielle avec un score de 64%" des votants", a déclaré à l'AFP Abdelatif Belkaim, directeur adjoint de la communication du candidat. Le HuffPost 13 décembre 2019

2- Algérie: Abdelmadjid Tebboune, ex-Premier ministre de Bouteflika, élu président (officiel) - AFP 13 décembre 2019

Abdelmadjid Tebboune, ancien ministre puis chef de gouvernement d'Abdelaziz Bouteflika âgé de 74 ans, a été élu dès le premier tour pour lui succéder à la tête de l'Etat algérien, a annoncé vendredi l'Autorité nationale des élections (Anie).

M. Tebboune a "recueilli (...) 58,15% des suffrages", a indiqué le président de l'Anie Mohamed Charfi lors d'une cérémonie officielle, au lendemain d'un scrutin marqué par une abstention record et qui s'est déroulé dans un contexte de contestation massive et inédite du régime au pouvoir depuis l'indépendance en 1962. AFP 13 décembre 2019

Grande-Bretagne

1- Législatives britanniques : le Parti conservateur de Boris Johnson obtient une majorité écrasante, selon un sondage de sortie des urnes - francetvinfo.fr 12.12

Plus rien ne s'oppose au Brexit. Le Parti conservateur du Premier ministre Boris Johnson obtient une majorité écrasante lors des législatives britanniques, selon un sondage de sortie des urnes, jeudi 12 décembre au soir.

Les conservateurs décrochent en effet une très confortable majorité de 368 sièges sur 650, contre 317 lors du précédent scrutin en 2017, selon le sondage réalisé à la sortie des bureaux de vote par l'institut Ipsos/MORI pour les médias britanniques. Les travaillistes de Jeremy Corbyn s'effondrent à 191 sièges (203, autre source plus tard - ndlr) (contre 262), selon ces projections généralement proches des résultats. Si les résultats ne sont attendus que dans la nuit, ces estimations donnent une avance large, sans précédent pour les conservateurs depuis Margaret Thatcher. francetvinfo.fr 12.12

Après dépouillement dans 647 circonscriptions sur 650, le parti de Boris Johnson avait raflé 362 sièges à la Chambre des communes (365 en définitif) contre 317 remportés en 2017. Principale formation d'opposition, les travaillistes s'effondrent à 203 sièges (contre 262), plaçant leur très à gauche chef de file Jeremy Corbyn sur un siège éjectable.

Boris Johnson a été félicité par son fidèle soutien, le président américain Donald Trump, qui lui a promis sur Twitter "un énorme nouvel accord commercial après le BREXIT", "potentiellement beaucoup plus gros et plus lucratif que n'importe quel accord qui pourrait être conclu avec l'Union européenne". AFP 13 décembre 2019

Le taux de participation a été de 67,3 %. lesoir.be 13.12

2- Royaume-Uni : les élections étaient le second référendum sur le Brexit - entelekheia.fr 13 décembre 2019

Les travaillistes se sont rendus aux élections générales britanniques en promettant aux électeurs un second référendum sur le Brexit, sans se rendre compte que cette élection était le second référendum en question. Erreur fatale.

Il n'y avait pas d'autre enjeu, c'était l'élection du Brexit. La seule façon de gagner était de promettre de sortir la Grande-Bretagne de l'UE et de mettre fin au cirque sur le Brexit, mais Jeremy Corbyn (ainsi que les Libéraux-démocrates [1]) n'ont pas vu dans quel sens le vent soufflait.

Les pauvres vieux Libéraux-démocrates ont perdu leur leader Jo Swinson. Elle n'a même pas réussi à obtenir assez de soutiens pour garder son propre siège, et encore moins accéder à Downing Street. Leur promesse d'annuler purement et simplement le Brexit était vouée à l'échec, mais pour la défense des Libéraux-démocrates, ils devaient essayer de se distinguer des deux principaux partis.

Les travaillistes n'ont pas cette excuse, en premier lieu parce que ce sont leurs électeurs de la classe ouvrière qui ont voté pour quitter l'UE, et ensuite parce que tout y était pour définir les politiques nécessaires pour gagner le pouvoir, et qu'elles ont été ignorées. Le parti travailliste, le parti de la classe ouvrière, a perdu le vote de la classe ouvrière, une erreur de proportions historiques.

Les Corbynites qui composent Momentum, le groupe qui dirige le Labour, étaient aveuglés par leur idéologie. Ils ont proposé un programme socialiste de subventions d'État et de nationalisations et ont menacé d'une razzia sur les comptes bancaires des milliardaires, mais leurs électeurs voulaient le Brexit, c'était aussi simple que cela. [2]

L'orientation du Labour était attrayante pour l'élite urbaine jeune, des libéraux obsédés par les politiques identitaires qui accusent les partisans du Brexit d'être racistes, mais les électeurs de la classe ouvrière sont rebutés par ces gens.

[1] - Les Lib Dems, Libéraux-démocrates, sont un parti britannique de centre-gauche.

[2] - Les promesses ultra-radicales des meneurs du Labour sont d'autant plus tombées dans l'oreille de sourds que pour les tenir, le Labour aurait d'abord dû mener le pays hors de l'UE, ce qu'il se refusait à envisager. En effet, l'Union interdit la majeure partie des mesures annoncées par Momentum. C'est cette schizophrénie sur l'UE qui a coûté la victoire aux travaillistes.

Voir à ce sujet, en anglais, The gaping contradictions between Labour's promises and its refusal to get Britain out of the EU sur Brexit Central.com. entelekheia.fr 13 décembre 2019

LVOG - Je n'ai jamais fait la promotion du Brexit sachant de quoi il retournait vraiment, contrairement à tous ceux dans nos rangs qui ont cautionné cette machination tournée contre les travailleurs britanniques. J'espère que les lecteurs apprécieront. Idem sur Hong Kong, l'Iran, la Chine ou les Ouïghours, la Syrie, le Rojava, les variations climatiques, etc.

ECONOMIE

Italie.

- Le gouvernement de Giuseppe Conte au secours d'une banque italienne - euronews 16 décembre 2019

Le président du Conseil italien Giuseppe Conte et son gouvernement ont approuvé dimanche un décret pour accorder jusqu'à 900 millions d'euros à la banque Popolare di Bari, dans le cadre d'un plan d'aide.

La banque, placée vendredi sous administration spéciale par la banque d'Italie, a en effet eu du mal à faire face à l'augmentation des pertes sur les prêts qu'elle avait accordés lors de la crise qui a secoué l'économie italienne, notamment dans le sud du pays, son fief. euronews 16 décembre 2019